

Bujumbura exclut la motivation politique dans les actes criminels des derniers jours

@rib News, 30/05/2016 â€“ Source Xinhua Un communiquÃ© de presse signÃ© Allain Guillaume Bunyoni, ministre de la SÃ©curitÃ© Publique, et lu lundi par son porte-parole, Pierre Nkurikiye (photo), associe les actes criminels de ces derniers jours aux rÃ©glements de comptes entre particuliers et non aux motivations politiques. "D'aprÃ©s les enquÃªtes dÃ©jÃ menÃ©es par la Police Nationale du Burundi, ces actes constatÃ©s ces derniers jours sont essentiellement motivÃ©s par des rÃ©glements de compte entre particuliers et n'ont rien Ã avoir avec les motivations politiques que les mauvaises langues prÃ©tendent leur attribuer", a dÃ©clarÃ© dans ce communiquÃ© de presse Pierre Nkurikiye.

Il s'en est pris Ã certains activistes des rÃ©seaux sociaux et en particulier Ã un journaliste correspondant de la Radio France Internationale et de l'AFP. "Ainsi, le ministÃ¨re condamne avec Ã©nergie toute personne qui, devantÃ©ant sciemment le cours normal des enquÃªtes, s'adonne Ã attribuer chaque acte criminel Ã qui elle veut pour justifier son penchant, ses intÃ©rÃªts et convictions politiques Ã peine voilÃ©s, Ã l'instar du journaliste Esdras Ndikumana et certains activistes des rÃ©seaux sociaux, dans le but de diviser les Burundais et promouvoir le crime et la violence", a indiquÃ© le porte-parole du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© Publique. Il a fait savoir que le ministÃ¨re a dÃ©pÃªchÃ© les unitÃ©s spÃ©cialisÃ©es d'enquÃªte de la police qui sont Ã l'Å“uvre pour mener toute la lumiÃ¨re sur ces actes, rechercher et traduire les auteurs devant la justice au plus vite possible. Le communiquÃ© recommande enfin Ã la Police Nationale du Burundi de prendre toutes les dispositions nÃ©cessaires pour mettre fin Ã cette criminalitÃ© sans dÃ©lai. Le Burundi vit une situation d'insÃ©curitÃ© depuis plus d'une annÃ©e, une situation de crise nÃ©e avec la dÃ©cision du parti prÃ©sidentiel (le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie, Force de DÃ©fense de la DÃ©mocratie - CNDD FDD) de dÃ©signer le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã sa propre succession au fauteuil prÃ©sidentiel pour la troisiÃ¨me fois consÃ©cutive. Depuis, des actes criminels, des enlÃ¨vements, des disparitions, des arrestations et emprisonnements arbitraires ainsi que des actes de tortures sont devenus monnaie courante surtout dans les zones qui ont le plus contestÃ© cette dÃ©cision tant en mairie de Bujumbura qu'Ã l'intÃ©rieur du pays.Ã